

ARRÊTÉ N° 193 07 JUIL. 2021
du portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Maître LEGRAS de GRANDCOURT, liquidateur judiciaire
de la société THOMSON ANGERS
située à ANGERS**

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, et R. 512-39-1 à 3 ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2020-016 du 22 février 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire Générale de la Préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 autorisant la société S.A. THOMSON TÉLÉVISION ANGERS, dont le siège est situé à BOULOGNE BILLANCOURT, à exploiter un établissement de fabrication de téléviseurs et de rétroprojecteurs situé 17 boulevard Gaston Birgé à ANGERS ;

VU la décision du Tribunal de Commerce de Nanterre du 11 octobre 2012 prononçant la liquidation judiciaire de la société THOMSON ANGERS, et nommant Maître LEGRAS de GRANDCOURT en qualité de liquidateur judiciaire ;

VU la déclaration de cessation d'activité, adressée par Maître LEGRAS de GRANDCOURT au préfet de Maine-et-Loire en date du 19 novembre 2012, concernant l'établissement THOMSON ANGERS, sis 17 boulevard Gaston Birgé à ANGERS, exploité par la SASU THOMSON ANGERS dont le siège est situé 1-5 rue Jeanne d'Arc à ISSY-LES-MOULINEAUX ;

VU le courrier de Maître LEGRAS de GRANDCOURT du 16 janvier 2013 adressé au maire d'Angers et proposant un usage futur de type industriel ;

VU le mémoire de cessation d'activité référencé A72767/A réalisé par le bureau d'études Antéa Group pour le compte du liquidateur judiciaire, reçu par la préfecture de Maine-et-Loire en date du 26 décembre 2013 ;

VU le courrier du préfet de Maine-et-Loire en date du 23 mai 2014 adressé au liquidateur judiciaire, signalant que les informations contenues dans le mémoire de cessation d'activité susvisé sont insuffisantes pour permettre d'apprécier les enjeux liés à la cessation d'activité et demandant des compléments, portant notamment sur la mise en sécurité du site, le diagnostic environnemental, l'évaluation des risques sanitaires ;

VU le rapport intitulé « diagnostic environnemental complémentaire et plan de gestion dans le cadre du mémoire de cessation d'activité » de mai 2015 référencé A79825/A, établi par le bureau d'études Antéa Group pour le compte du liquidateur judiciaire, adressé par le liquidateur judiciaire à l'inspection des installations classées en date du 22 mai 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral DIDD-2016-n°18 du 22 janvier 2016 ayant prescrit à Maître LEGRAS de GRANDCOURT, en sa qualité de liquidateur judiciaire, la mise en sécurité complète du site THOMSON ANGERS, la réalisation d'investigations et études complémentaires en vue de préciser le diagnostic environnemental présenté dans le rapport de mai 2015 susvisé, et l'élaboration d'un plan de gestion ;

VU le rapport intitulé « Mémoire de cessation d'activité – Complément d'investigations et mise à jour du plan de gestion » d'octobre 2016 référencé A86191/A, établi par le bureau d'études Antéa Group pour le compte du liquidateur judiciaire, adressé par le liquidateur judiciaire à la préfecture en date du 17 octobre 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral DIDD-2018-n°82 du 05 avril 2018 prescrivant notamment à Maître LEGRAS de GRANDCOURT la mise en œuvre de mesures de mise en sécurité sur le site, la réalisation et la transmission d'un plan de gestion actualisé, la mise en œuvre de ce plan de gestion actualisé dans un délai d'un an suivant sa validation par le préfet, la mise en œuvre d'une surveillance des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral DIDD-BPEF 2019-n°52 du 20 février 2019, et plus particulièrement son article 4, ayant mis en demeure Maître LEGRAS de GRANDCOURT de respecter, au plus tard le 31 août 2019, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, en réalisant et transmettant au préfet de Maine-et-Loire un plan de gestion actualisé ;

VU le rapport intitulé « Complément au Mémoire de cessation d'activité et mise à jour du Plan de gestion » du 16 septembre 2019, référencé n°A100673/B, établi par le bureau d'études Antéa Group pour le compte du liquidateur judiciaire, adressé par le liquidateur judiciaire à la préfecture par courrier du 25 février 2020 ;

VU le courrier du préfet de Maine-et-Loire du 20 avril 2020 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société THOMSON ANGERS le 06 mai 2021, transmis à Maître LEGRAS de GRANDCOURT par courrier en date du 27 mai 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse du liquidateur judiciaire à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société THOMSON ANGERS a exploité sur le site d'Angers des installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société THOMSON ANGERS est de fait en cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la cessation d'activité, Maître LEGRAS de GRANDCOURT agit en qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion actualisé, exigé à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018 susvisé, a été transmis par le liquidateur judiciaire par courrier du 25 février 2020, en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT les articles 5.1 à 5.4 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018 qui prévoient notamment que « *Les travaux de réhabilitation de l'ensemble du site sont réalisés conformément aux dispositions décrites dans le plan de gestion actualisé, après validation du préfet, sous réserve des prescriptions ci-après.* » et qui fixent les prescriptions minimales à respecter pour la réalisation de ces travaux ;

CONSIDÉRANT les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018 qui disposent que :

« Le préfet est tenu informé, au moins 15 jours avant la date prévue, du début des travaux sur site. Les travaux de réhabilitation de l'ensemble du site sont réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la validation par le préfet du plan de gestion actualisé visé à l'article 4. »

CONSIDÉRANT que le plan de gestion actualisé, transmis le 25 février 2020, a été validé par le préfet de Maine-et-Loire par courrier du 20 avril 2020, et que, par ce même courrier du 20 avril 2020, le préfet a rappelé au liquidateur ses obligations, en particulier le délai prévu à l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que le délai d'un an fixé à l'article 5.5 de l'arrêté du 05 avril 2018 pour réaliser les opérations de remise en état conformément au plan de gestion actualisé validé est désormais échu ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 06 mai 2021 réalisée sur le site de la société THOMSON ANGERS, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté les faits suivants : aucune opération de remise en état n'a été réalisée, ni même engagée sur le site ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté du 05 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure Maître LEGRAS de GRANDCOURT de respecter les dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté du 05 avril 2018 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT, domicilié 31, avenue de la Fontaine de Rolle – CS 7001-92022 NANTERRE CEDEX, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, en faisant procéder aux travaux de réhabilitation de l'ensemble du site, dans les conditions fixées aux articles 5.1 à 5.4 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 5.5-1^{er} alinéa de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, le préfet sera tenu informé, au moins 15 jours avant la date prévue, du début des travaux sur le site.

Conformément aux dispositions de l'article 5.6-1^{er} alinéa de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, le préfet sera tenu informé de la fin des travaux dans les 15 jours suivants l'arrêt des travaux.

Article 2

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS et sera publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le maire de la commune d'ANGERS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le 07 JUL 2021


Pierre ORY

